

**RÉFLEXIONS  
SUR LA  
CONFÉRENCE DE CANCUN**

**R. Yürükoğlu**

LES EDITIONS İŞÇİNİN SESİ

SERIE EN FRANÇAIS 2

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

## Réflexions sur la Conférence de Cancun

# Réflexions sur la Conférence de Cancun

Traduit de l'anglais par Pascal Lefèbvre

R.YÜRÜKOĞLU

Les Editions İşçinin Sesi  
Série en français 2

Titre original "Kankun Konferansı ve düşündürdükleri"  
Première édition en turc — janvier 1982  
Première édition en anglais — janvier 1982  
(Le rédaction du journal *İşçinin Sesi* remercie les camarades Hélène MAROT et  
Sabriye KIZILTEPE pour leur collaboration.)

Décembre 1982

Imprimé par Morning Litho Printers Ltd. (TU)

## Table des Matières

1. Préambule	10
2. Quelques points au sujet de la méthode	13
3. La révolution scientifique et technique	15
3.1. Le communisme — un impératif réel	20
3.2. La seule stratégie réaliste pour les pays capitalistes avancés	21
4. La signification historique de la conférence	25
5. Nous devons saisir les opportunités	33

Fin octobre 1981, l'île de Cancun, au Mexique, fut le siège d'une Conférence qui rassembla les dirigeants des pays les plus riches avec ceux des plus pauvres (en Maya, Cancun signifie "noeud de vipère"). Pour nous, cette conférence révélait les difficultés et les possibilités du système impérialiste mondial et les tendances historiques du développement capitaliste.

Avant de passer aux questions posées par la Conférence, et dans le but de mieux les comprendre, il sera utile de donner un bref aperçu de cette conférence et des événements qui y ont conduit.

## I. Préambule

Depuis quelques temps, les pays sous-développés (dont la grande majorité est concentrée dans le Sud) faisaient pression sur les Nations-Unies pour obtenir une réforme économique touchant, en particulier, aux problèmes de l'alimentation, du report des échéances de la dette extérieure, de l'énergie, et sur la question d'une aide à la construction d'infrastructures. Les pays développés ont reçu froidement ces propositions et une série de réunions ont été tenues sur ces thèmes; la plus importante, au regard des pays sous-développés, fut celle de Cancun.

L'histoire de la polémique remonte aux années 50. Elles ont vu, en effet, la naissance du "*mouvement des non-alignés*", créé par les pays qui s'étaient récemment libérés du colonialisme et avaient ainsi accédé à l'indépendance. En 1964, 77 pays sous-développés se rassemblèrent pour la première fois et formèrent le fameux *groupe dit des "77"* à la "Conférence sur le Commerce International et le Développement" organisée sous l'égide des Nations Unies. Dix autres années passèrent jusqu'à ce que, après les hausses du cours du pétrole intervenues au début des années 1970, le Groupe des "77" fit passer à l'O.N.U. une Résolution intitulée "*Le Nouvel Ordre Economique Mondial*". Cette résolution, dont le contenu n'était pas très clair, fut adoptée

à grand bruit, mais n'alla pas au-delà de discours enthousiastes. Le conflit entre les pays développés et sous-développés s'intensifia particulièrement à l'O.N.U. que les U.S.A. pensaient quitter, prétextant, avec les durs du camp impérialiste, que l'O.N.U. était l'instrument de l'U.R.S.S.

C'était précisément dans le but de sortir de cette impasse que McNamara, Président de la Banque Mondiale et ancien Secrétaire américain à la Défense, désignait Willy Brandt pour conduire une étude sur "les crises des Institutions Economiques Internationales" depuis la Seconde Guerre Mondiale. Le fruit de cette recherche parut en 1980 sous le nom de "Rapport Brandt".

Le titre du "Rapport" était très significatif: "Programme pour la Survie". Il répertorie les étapes à suivre pour survivre (i.e. pour que le capitalisme survive) comme suit:

1. Des masses de crédits pour aider le Sud (les pays sous-développés)
2. Réformer le système monétaire international
3. Une conférence Nord-Sud pour accélérer les négociations futures.

22 pays participèrent à la Conférence de Cancun, convoquée par les Présidents du Mexique et d'Autriche, sur la base du rapport Brandt. 8 du riche Nord et 14 du Sud pauvre. Les participants du Nord étaient: les U.S.A., le Japon, le Canada, le Suède, la France, la Grande-Bretagne, l'Autriche et la R.F.A. Le Sud était représenté par: la Côte d'Ivoire, la Tanzanie, le Bangladesh, le Brésil, l'Algérie, l'Arabie Saoudite, le Guyana, l'Inde, le Venezuela, la Yougoslavie, le Mexique, les Philippines, la République Populaire de Chine et le Nigeria.

L'Italie et l'Australie étaient très irritées de ne pas avoir été invitées. L'U.R.S.S., quant à elle, refusa de participer, arguant que la pauvreté de ces pays était la conséquence du colonialisme et qu'elle n'était, en rien, concernée par ces problèmes.

Ici, nous devons faire une brève digression. L'argument avancé par l'Union Soviétique est inconsistant. Quelles qu'en soient les causes et les responsabilités, la mort par malnutrition de peuples est l'affaire de tous. C'est un problème qui touche l'humanité entière. L'U.R.S.S. aurait dû participer à la réunion et



dire: bien que l'impérialisme soit responsable de la pauvreté, cela nous concerne aussi. Pourtant, elle insiste bien pour être partie prenante dans le règlement du conflit au Moyen-Orient, qui est cependant un legs du colonialisme. Pour nous, la raison pour laquelle l'U.R.S.S. refuse de s'engager sur la question, doit être cherchée ailleurs et, en particulier, dans le fait que ses ressources sont limitées et fortement entamées. La participation à une telle conférence risquait d'entraîner des charges énormes. Quand nous regardons les aides accordées aux pays pauvres, nous voyons que les dons des pays socialistes correspondent au dixième de ceux octroyés par l'impérialisme. En dépit du rapport, on constate que les pays socialistes ne sont pas, par principe, opposés à de telles aides, et que le problème est leur pauvreté en ressources économiques et, faisant flèche tout bois, l'impérialisme utilisera cela dans sa propagande. Il le fait déjà.

La Conférence n'avait pas d'ordre du jour défini et ne déboucha, ni sur des résolutions, ni sur un document final. Les discours étaient limités à 7 minutes chacun. Tout cela à la demande des Etats-Unis. Les discussions portèrent sur des questions de l'alimentation, du commerce, des dettes extérieures et de l'énergie.

## II. Quelques points au sujet de la méthode

Tels sont, brièvement, les préliminaires à la réunion de Cancun. Plus loin, nous allons nous pencher sur les différends qui opposèrent les participants. Par le fait, chacun disait des choses différentes, ce fut un parfait embrouillamini, et les délégations se séparèrent sans avoir adopté de décision concrète, seulement d'accord pour "parler afin d'en reparler plus tard". De toutes façons, en ce qui nous concerne, le problème n'est pas tant les décisions concrètes prises ou non que la signification historique de cette conférence. Pour bien comprendre la suite, il est nécessaire de considérer soigneusement et ensemble les trois facteurs suivants:

1. L'existence d'une classe ouvrière puissante dans les pays capitalistes avancés.
2. L'existence dans le monde d'une alternative: le système socialiste mondial.
3. La révolution scientifique et technique.

Dans les pays capitalistes développés, il existe un adversaire bien organisé avec une longue histoire et un haut niveau culturel. C'est quelque chose que la bourgeoisie impérialiste doit prendre soigneusement en compte, à chaque pas effectué. Il y a une détérioration de la situation de la classe ouvrière de ces pays

comparativement à dix ans plus tôt. Le mécontentement s'accroît.

Les pays socialistes présentent une alternative au monde. Ayant obtenu d'importants succès, le système socialiste d'aujourd'hui est un pôle d'attraction puissant, particulièrement pour les pays sous-développés. Parallèlement au fait que le marxisme-léninisme est la seule voie vers la libération, et qu'il exerce une grande influence idéologique sur les pays sous-développés, tous les mouvements qui se réclament du renouveau, apparaissent maintenant avec ces concepts. Maintenant, il n'y a pas de mouvement révolutionnaire possible qui ne fasse référence au marxisme.

Tout le monde connaît bien ces deux premiers facteurs; il est nécessaire de traiter plus particulièrement de la révolution scientifique et technique.

### III. La révolution scientifique et technique

La révolution scientifique et technique dont Marx parlait dans *le Capital* est aujourd'hui une réalité.

Avec elle apparaissent trois types principaux d'innovation. Le premier est la découverte de nouveaux *outils*. Le second, de nouvelles *sources d'énergie*, le troisième, la découverte de nouvelles *techniques d'automatisation et d'informatique*.

Nous pouvons énumérer comme suit les principales retombées sociales de cette révolution.

1. Le temps socialement nécessaire à la production décroît. Une tâche qui, précédemment, demandait 8 heures de travail peut être effectuée, aujourd'hui, en 4. Néanmoins, le capitalisme étant un système basé sur la propriété privée, l'exploitation et le profit, le résultat pratique n'a pas été une réduction de la journée de travail, mais, au contraire, un accroissement de la masse de la plus-value. Le paradoxe est ici. Puisque je peux faire en 4 heures ce que je faisais en 8, grâce au développement des machines, je peux donc rentrer chez moi après 4 heures de travail. Mais cela ne se passe pas ainsi: je continue à travailler 8 heures et bien qu'ils augmentent un peu mon salaire, la masse de la plus-value est transférée aux capitalistes sous forme d'accroissement des profits.

Il est nécessaire ici de faire un bref rappel. Bien qu'il en ait toujours été ainsi, la tendance historique est à une diminution graduelle du temps de travail due aux *luttés de classe*. De toutes façons, la diminution du temps de travail ne suit pas, au même rythme, le progrès technique, mais vient très lentement derrière. En Grande-Bretagne, la journée de travail, auparavant de 16 heures, est passée à 7 heures; les mineurs ont prévu pour cet hiver une grève pour une journée de travail de 5 heures et demie.

2. La révolution scientifique et technique a pour résultat le déclin des besoins en travail vivant dans la production sociale. Les besoins en travailleurs diminuent alors que ceux en travail mort (i.e. machines) se développent. Si le travail effectué par dix personnes peut être fait par cinq, le résultat restant le même et suffisant aux besoins des dix personnes, le temps de travail aurait dû être réduit proportionnellement, mais ce n'est pas le cas. L'impasse imposée par le capitalisme à cause de la propriété privée des moyens de production, est la baisse des besoins en force de travail et la montée du *chômage*. Tandis qu'il devrait y avoir un accroissement du bien-être social, le niveau du chômage s'élève, l'oppression et la souffrance s'accroissent.

Ici, nous devons faire une brève digression: Si de nouvelles techniques et de nouvelles machines créent du chômage, quelle doit être à leurs égards l'attitude des syndicats? Il est regrettable que les syndicats s'opposent aux nouvelles techniques alors qu'ils ne le devraient pas; c'est une attitude réactionnaire. On peut citer, par exemple, la grève au Journal *Times*, l'année dernière en Grande-Bretagne, provoquée par un projet d'informatisation. Le journal a été vendu mais les ordinateurs n'ont pas été installés.

Alors que les machines développées auraient dû servir au bien-être de l'homme, c'est l'effet inverse qui se produit sous le capitalisme. Le développement d'une partie des forces productives travaille contre l'homme, la force de production la plus importante! Au nom de la lutte contre le chômage, la classe ouvrière, la classe historiquement la plus progressiste, s'oppose aux nouvelles machines. Au début de la révolution industrielle, elle les cassait. Mais des centaines d'années ont passé depuis, quelque chose de différent doit être fait. On ne peut pas en

vouloir aux ouvriers pour cete position fausse, car les machines les condamnent à la faim. Nous devons expliquer les causes de cette situation de telle sorte que la colère des travailleurs se reporte sur le capitalisme et non sur les machines. S'ils suppriment le capitalisme, la même machine servira à faire leur bonheur. Les syndicats doivent, à tout prix, développer un programme qui n'empêche pas un progrès technologique, mais qui, au contraire, *accélérera* le développement technique. Ils doivent se battre pour la *diminution du temps de travail* et pour de nouvelles sphères professionnelles.

3. Pour en revenir aux résultats de la révolution scientifique et technique, il y a un accroissement de la proportion de travail intellectuel dans le processus de production; il prend deux aspects, d'une part, la proportion des travailleurs intellectuels s'accroît parmi la classe ouvrière, d'autre part, plusieurs occupations intellectuelles qui restaient précédemment en dehors du processus de production, sont maintenant comprises dans le concept de "travail productif" et sont devenues une fraction du processus de production.

Les trois résultats que nous venons d'énumérer: la diminution du temps de travail nécessaire, la diminution des besoins en travail vivant et les changements dans la qualité du travail, soulignent certains concepts que nous connaissons bien comme tendance historique:

Marx disait, en définissant le communisme dans *la Critique du Programme de Gotha*: "La réalisation d'une production avec un minimum de dépense d'énergie", "une production dans des conditions dignes de l'homme"; et "la période de véritable liberté", idée fondamentale dans *le Programme du Gotha*, *l'Ideologie allemande* et *le Capital*. Ces trois conséquences de la révolution scientifique et technique montrent que le développement va objectivement dans ce sens. Si la propriété privée des moyens de production qui est un obstacle au développement des forces productives, disparaissait, la journée de travail diminuerait aussitôt; de même la plupart des gens pourraient développer leurs talents dans le sens où ils le désirent et la contradiction entre travail manuel et intellectuel disparaîtrait beaucoup plus vite.



La direction prise par les forces productives est celle que nous définissons comme le communisme; c'est une direction qu'elles dictent envers et contre tout.

Le 4e résultat de la révolution scientifique et technique est quelque chose à laquelle on s'est souvent référé, comme la logique du développement général du capitalisme monopoliste d'état, c'est-à-dire l'accroissement du caractère social des forces de production entraîne *une extension de la base sociale de la propriété*. La révolution scientifique et technique exige un élargissement de la base sociale de la propriété et son extension graduelle à la société entière. Quand cette demande ne reçoit pas une réponse claire, conséquente et complète, par la révolution, le capitalisme essaie d'y répondre dans le cadre de ses propres limites et d'étendre les bases de la propriété selon ses possibilités. Ce concept se réfère à ce que nous appelons "résoudre par la négative".

Chaque nouvelle étape du développement des forces productives demande une extension correspondante des bases de la propriété. Toute l'histoire du capitalisme en est un exemple. Dans *le Capital*, Marx cite la naissance des sociétés anonymes comme un exemple de ce phénomène. Plus tard, l'apparition des monopoles le confirme. Le capitalisme monopoliste d'état est le signe d'une extension encore plus grande des bases de la propriété.

L'histoire avance dans ce sens. Si cela n'est pas résolu par les révolutions, le capitalisme est obligé d'élargir la base de la propriété. Il le fait à sa manière et il commence à être difficile, maintenant, d'employer le mot de "propriété privée". A la place, il vaut mieux peut-être dire "propriété capitaliste collective" ou simplement "propriété capitaliste". Dans son essence, la propriété capitaliste collective est privée. Mais aujourd'hui, il y a des dizaines de milliers d'actionnaires dans les sociétés; les sociétés de famille deviennent de plus en plus rares. Ce développement ne s'arrêtera pas là. La base de la propriété va encore s'élargir. Lorsque la possibilité d'élargir la base de la propriété dans la direction voulue par les forces productives se heurtera aux limites de survie du capitalisme, ce sera l'instant où

il n'y aura plus aucune autre voie de libération possible que la révolution. Car ce moment sera celui où les relations de propriété entraveront de façon *absolue* le développement des forces productives.

Le 5e grand résultat de la révolution scientifique et technique est le suivant: les forces productives s'accroissent à un tel point, exceptés quelques pays de taille continentale (l'U.R.S.S., les U.S.A., l'AUSTRALIE, le CANADA et le BRESIL) qu'aucun pays n'a de ressources suffisantes pour supporter une production correspondant à la demande actuelle des forces productives.

En conséquence, il est, de nos jours, *nécessaire de planifier la production, non plus à une échelle nationale, mais mondiale*. Le développement des forces productives — la révolution scientifique et technique a permis des résultats plus importants ces vingt dernières années qu'au cours de toute l'histoire de l'humanité — nécessite une telle planification de la production et de la distribution à l'échelle mondiale qu'elle prendra en compte à la fois les matières premières, les sources d'énergie et le marché.

Lénine disait que le capitalisme monopoliste, le capitalisme monopoliste d'état, n'est pas une économie non planifiée. Nous disons souvent que le capitalisme n'est pas planifié alors que le socialisme l'est, ce qui est fondamentalement faux. Le capitalisme monopoliste d'état est une économie planifiée autant qu'elle peut l'être sous la propriété privée.

En rapport au 5ème résultat, *les frontières nationales sont en train de devenir nettement réactionnaires*. De la même façon que la propriété privée est un obstacle à la diminution du temps de travail, les frontières représentent également un obstacle aux forces productives. Une planification qui ne s'arrête pas aux frontières est nécessaire. Du point de vue, à la fois, de la production et de la distribution ainsi que des matières premières, de l'énergie et du marché, les frontières sont dépassées historiquement.



### 3.1. Le Communisme — un impératif réel

A partir des cinq résultats que nous avons brièvement rappelés, on peut tirer la conclusion générale suivante: *le monde, et en particulier les pays capitalistes avancés, a besoin du socialisme.* C'est l'idée principale de ces cinq points. Etant donné que nous définissons le socialisme *comme la propriété sociale des moyens de production et la planification sociale de la production de façon à ce que les forces productives puissent se développer sans contrainte*, le monde, et en particulier les pays capitalistes avancés, a besoin du socialisme.

A mesure que les techniques de production modernes se développent et se répandent, et que les forces productives grandissent, leur contrôle par la propriété privée devient *graduellement* inefficace et inopportun. Il répond de moins en moins aux besoins. Et comme la contradiction entre le caractère social de la production et l'appropriation privée des produits grandit, ceci entrave le développement des forces productives.

Beaucoup de camarades se posent la question suivante: S'il en est ainsi, comment se fait-il, alors, que les pays capitalistes avancés contiennent à se développer et surpassent les pays socialistes? La question révèle une erreur de méthode; on ne peut pas comparer le développement du système impérialiste avec le socialisme établi dans des pays sous-développés. Le seul critère correct est la connaissance des possibilités que ces pays ont *eux-mêmes*. La question que l'on doit se poser est la suivante: Si le capitalisme disparaissait dans les pays avancés, quel serait le niveau qu'ils pourraient atteindre en l'état actuel des forces productives. Quand nous posons cette question, nous voyons à quel point la propriété privée entrave le développement des moyens de production. Les forces productives sont toujours le facteur déterminant; les rapports de production ne peuvent pas les retarder indéfiniment. Quand elles atteignent un point au-delà duquel les relations de production ne les laissent plus progresser, cela signifie que ce système a complètement épuisé ses possibilités et qu'il est fini en tant que tel. Ce n'est pas la question aujourd'hui. Tandis que les forces productives

pourraient se développer plus rapidement si on les laissait faire librement, elles ont toujours devant elles l'obstacle de la propriété privée contre laquelle elles luttent constamment, la poussant en avant, l'élargissant mais en perdant du temps.

Nous pouvons exprimer en d'autres termes la conclusion générale de ce que nous avons dit jusqu'à maintenant: Si nous ne voulons réduire ni entraver la vitesse de la révolution scientifique et technique mais, au contraire, qu'elle continue encore plus vite, alors, le processus de production doit être assujéti à ce que Marx appelle *le contrôle commun des producteurs collectifs*.

Comme nous l'avons dit plus haut, les grands changements sociaux apportés par la révolution scientifique et technique ont des conséquences très importantes du point de vue du communisme.

D'une part, le communisme peut être compris beaucoup plus facilement qu'avant et devient *une possibilité réelle*; les communistes étaient traités d'"idéalistes", d'"utopistes," de "rêveurs," de "bâisseurs de châteaux en Espagne" etc... alors que maintenant on trouve que "le développement va bien dans le sens que disent ces gens", parce que le développement de la production et de l'économie rend possible une conception pratique du communisme.

D'autre part, le communisme est *une nécessité pratique* pour que les forces productives soient capables de se développer continuellement; cette nécessité sera éventuellement acceptée par les masses même les plus opposées au communisme. Car les impératifs économiques s'imposent d'eux-mêmes et se fraient leur chemin dans les consciences humaines.

### 3.2. La seule stratégie réaliste pour les pays capitalistes avancés

En s'écartant un peu du sujet et en tenant compte de ce que nous disions plus haut, ne pouvons-nous pas formuler une stratégie pour la classe ouvrière des pays capitalistes avancés. La seule stratégie réaliste pour la classe ouvrière de ces pays est basée sur

la révolution scientifique et technique. Si nous prenons également en considération les conditions de la détente, la question principale sur l'agenda de la classe ouvrière européenne et nord-américaine *est de dégager une stratégie assurant une extension la plus large possible de la révolution scientifique et technique, prévenant ainsi un recours à la guerre par les capitalistes pour résoudre leurs contradictions et conduisant les peuples de la révolution scientifique et technique à la révolution socialiste.*

Si l'on retrouve cette stratégie dans les programmes des partis communistes de ces pays, c'est qu'ils sont conformes à ce point de vue; dans le cas contraire, leur analyse n'est pas exacte. N'oublions pas que ce cadre stratégique proposé aura des interprétations révisionnistes, sociales-démocrates ou révolutionnaires.

Quelles sortes de perspectives offre une stratégie basée sur l'extension de la révolution scientifique et technique?

1. Un développement du capitalisme avancé va se répandre rapidement dans le monde entier. Le développement du capitalisme avancé dans les pays impérialistes doit se répandre dans le monde en général. Les frontières deviennent réactionnaires, les forces productives forcent nécessairement ces frontières et se répandent obligatoirement dans les pays sous-développés.

De toutes façons, c'est un processus qui se développera lentement et qui ne se fera pas du jour au lendemain. Comme nous le verrons plus loin dans des exemples concrets, la situation des pays sous-développés est terrible. Il leur faut beaucoup d'argent pour répondre aux besoins les plus élémentaires.

2. *S'il n'y a pas une telle extension*, c'est-à-dire si la demande de l'élargissement de la révolution scientifique et technique et du développement du capitalisme avancé pour l'approfondissement du marché, n'est pas réalisée, alors, la lutte des classes dans les pays développés s'intensifiera. Et dans la mesure où cette demande ne sera pas satisfaite, on assistera à une augmentation du chômage, de l'inflation, et à une détérioration des conditions de vie de la classe ouvrière des pays développés.

Le troisième résultat de l'élargissement de la révolution scientifique et technique sera, quels que soient les moyens utilisés, quelle que soit la façon dont on l'accomplira, une

extension de la base de la propriété et le communisme comme nécessité pratique pour *le monde entier*. De toutes façons, la révolution scientifique et technique est dorénavant la clef de tout développement dans le monde. On doit tout baser sur cette perspective qui, bien utilisée, porte en elle les possibilités de faire la révolution. Mal utilisée, elle met quand-même, sur l'agenda, un peu plus tôt, la révolution et nous rapproche du communisme.

## IV. La signification historique de la conférence

D'abord, regardons brièvement dans quelle sorte de monde nous vivons; la situation des pays développés et des pays sous-développés est reflétée dans les chiffres ci-dessous. La situation est pire en ce qui concerne les pays participant à la réunion. Les tableaux qui suivent montrent une incroyable différence entre les participants.

Comparaison des pays développés et sous-développés		
	pays développés	pays sous-développés
Population	1.1 milliard	3.4 milliards
P.N.B. par habitant	\$6,468	\$597
Moyenne de vie	72 ans	56 ans
Alphabétisation	99%	52%
Dépenses pour l'éducation par habitant	\$286	\$18
Dépenses militaires par habitant	\$300	\$29
Dépenses pour la santé par habitant	\$199	\$6.50

(source: *Newsweek*, 26 octobre 1981)



**Comparaison des 22 pays participant à la conférence**

**NORD**

	P.N.B. par habitant 1980 (\$)	Aide 1980 (million \$)	% du P.N.B. aide
R.F.A.	13,422	3,512	0.43
France	12,137	1,041	0.62
Suède	12,131	928	0.76
U.S.A.	11,536	7,091	0.27
Canada	10,268	1,035	0.42
Autriche	10,081	174	0.22
Grande-Bretagne	9,280	1,766	0.34
Japon	8,903	3,300	0.32

**SUD**

Arabie Saoudite	14,049	3,033	2.6
-----------------	--------	-------	-----

P.N.B. par habitant  
1979 (\$)

Venezuela	3,618,5	—	—
Yougoslavie	2,900	—	—
Brésil	1,758	—	—
Mexique	1,758	—	—
Algérie	1,650	—	—
Cote d'Ivoire	1,170	—	—
Nigeria	750	—	—
Philippines	727*	—	—
Guyana	510**	—	—
Chine	510	—	—
Tanzanie	253	—	—
Inde	184***	—	—
Bengladesh	123*	—	—

\*1980 \*\*1978 \*\*\*1977

(Source: *Financial Times*, 22 octobre 1981)

On peut immédiatement tirer des conclusions d'un tel tableau.

*Dans le Sud*, crise perpétuelle... Faim endémique, pauvreté, pénurie, marché limité... Instabilité politique... Lutte acharnée... et vague révolutionnaire... Le Sud est en ébullition continue.

*Dans le Nord*, on voit surabondance dans le marché, surproduction et, pour cette raison, chômage et inflation se développent rapidement.

Par exemple, le niveau des exportations américaines vers les pays sous-développés s'élève en proportion de l'engorgement du marché européen. En 1980, 39% des exportations U.S. allaient vers ces pays. Cella peut ne pas être concluant en soi mais quand on considère que les exportations américaines vers les pays sous-développés dépassent celles allant vers la C.E.E., l'Europe de l'Est, le Japon, l'Australie, on peut en tirer une conclusion importante. Le Nord et le Sud possèdent chacun réciproquement ce dont l'autre aurait besoin sans parvenir à réaliser ces besoins. Cette réunion devrait y contribuer. Le marché des pays développés n'arrive pas à absorber leur propre production alors qu'en même temps, des millions de personnes meurent de faim, trop pauvres et trop arriérées pour acheter ces produits. En fait, il y a un énorme champ vierge, ce marché est intégré au système capitaliste, seulement en surface; en profondeur, il ne l'est pas.

C'est dans ce contexte qu'on doit considérer la participation de la République Populaire de Chine à la Conférence. La Chine est, en elle-même, un marché mondial. Elle est là-bas, avec ses bicyclettes et ses sandales. L'intégration de la seule Chine pourrait donner au capitalisme un grand bol d'oxygène.

Regardons aussi le rapport des forces et les contradictions qui apparaissent à la réunion. La France, le Canada, la Suède et l'Australie, rejoints, à la dernière minute, par la Grande-Bretagne et la R.F.A., appellent à une plus grande aide aux pays pauvres. Mais ici, il y a un point intéressant, ils veulent que cette aide provienne, non pas d'eux, mais des U.S.A.

Il est intéressant de voir que les pays européens se débattent dans une contradiction: d'un côté, ils réclament plus d'aide pour les pays pauvres, et de l'autre, ils restreignent l'entrée dans leurs

marchés des produits que les pays sous-développés peuvent le plus facilement produire. Dirigés par la France, ils commencent à prendre des mesures de restriction sur l'importation, en totale contradiction avec leur philosophie, historiquement dépassée, particulièrement dans la construction navale, le textile et l'acier.

Les U.S.A. sont opposés à l'attitude de l'Europe. "D'un côté, vous voulez leur apporter plus d'aide, de l'autre, "vous leur imposez des restrictions — ouvrez votre marché "comme nous le faisons". Naturellement, l'Europe en a peu la possibilité.

Par exemple, si les européens levaient les restrictions sur l'importation du textile, le textile turc pourrait ruiner cette branche d'industrie en Europe. De même, il serait très difficile pour l'Europe d'être compétitive dans les domaines de la construction navale et de l'acier, avec la Corée du Sud, le Taïwan, Singapour et la Malaisie.

En regardant attentivement, on se rend compte qu'aucun de ces pays n'était invité à la Conférence de Cancun. *Newsweek* en expliquait la raison: les pays capitalistes veulent bien aider les pays sous-développés, mais ne veulent pas leur permettre d'atteindre un niveau qui serait dangereux pour eux.

Comme toujours, les U.S.A. sur chaque sujet, partent d'une position de force. Revendiquant que le Sud peut se développer par l'investissement privé, la libre entreprise et le libre commerce, Reagan fit un commentaire arrogant: "Si vous voulez apprendre à vous développer, "Etudiez l'histoire des USA".

Le Ministre des Finances du Bangladesh, Mohamet SAIFUR RAHMAN, lui fit une réponse cinglante:

"L'administration Reagan part du principe que le développement devrait être fait par des personnes privées et par des moyens privés. Mais cela ne reflète pas les besoins et les priorités de notre économie. Nous avons besoin d'une assistance massive pour construire et mettre en place nos infrastructures nationales (eau potable, système d'irrigation, création de sources d'énergie, ports, voies ferrées, etc...). Sans une telle infrastructure, il ne peut y avoir de place à



## l'investissement privé.”

Ils parlent le même langage; ils représentent tous la propriété privée; ils sont tous capitalistes. Mais leurs intérêts sont différents. D'après ce que nous avons déjà dit, il y a de sérieuses différences d'opinion entre l'Europe et les U.S.A. On peut les résumer de la façon suivante: l'Europe appelle à plus d'aide aux pays sous-développés, les U.S.A., “au commerce et non à l'aide”.

Les pays sous-développés ne sont pas tous identiques; ils ont beaucoup de différences dont la principale réside entre les pays producteurs de pétrole et le reste des pays sous-développés. Les U.S.A. veulent rejeter la charge de l'aide d'une part sur l'Europe, et de l'autre, sur les pays de l'OPEP et pensent que ces pays sont si riches et, de plus, de la zone sous-développée, qu'il faut qu'ils participent à l'aide. A cela, les pays de l'OPEP répondent oui, aujourd'hui, nous avons de l'argent mais nous ne le gagnons pas par un développement économique de notre part mais en vendant du pétrole, seul produit de notre sol. Il est absolument essentiel que nous utilisions cette richesse pour construire nos propres infrastructures afin que nos pays ne deviennent pas les plus arriérés de la terre quand ils n'auront plus de pétrole. Ils ne veulent pas jouer le rôle que les U.S.A. voudraient leur imposer. Ils sont tout-à-fait opposés à la création d'un fonds de crédit pour l'énergie.

Maintenant, arrêtons-nous pour réfléchir un peu. Il y a un trait net qui traverse ces différents intérêts et points de vue. Un milliard de personnes vivent dans les pays développés, quatre milliards dans les pays sous-développés. Si ceux-ci décollaient un peu, si leur développement capitaliste s'accélérait et que leurs marchés s'élargissaient un tant soit peu, les usines des pays développés pourraient tourner beaucoup plus qu'elles ne le font aujourd'hui. Ceux-ci constituent une énorme réserve pour le capitalisme. Si elle ne peut pas être utilisée, le capitalisme est en danger. Ce n'est pas pour rien qu'ils ont appelé le programme, “programme pour la survie”.

Les représentants clairvoyants de la bourgeoisie impérialiste comprennent très bien que la fin est proche s'ils ne saisissent pas

cette occasion.

Par exemple, Gaston THORN, Président de la C.E.E., indiquait:

“Si la philosophie du Président Reagan ‘du commerce mais pas d’aide’ était appliquée, le tiers-monde serait laminé et l’Europe serait poussée sur le bas-côté avec l’Afrique et l’Asie du Sud. La logique de Reagan est la logique du plus fort. Cette philosophie est criminelle pour les faibles, pour le tiers-monde et nuisible pour la C.E.E. Seuls, des pays d’échelle continentale pourraient profiter d’une telle philosophie. (...) Nous ne pouvons pas l’accepter; l’Europe est très liée aux pays sous-développés et dépend énormément d’eux. (...) (si nous appliquons cette philosophie) il n’y a pas besoin de beaucoup de réflexion pour comprendre qu’avant la fin de cette crise, les pays pauvres seront morts. *Leur mort signifiera la nôtre. Qui, à notre époque, pourrait refuser de voir qu’une partie de l’humanité meurt de faim et de pauvreté alors que l’autre nage dans la richesse?*”

Les commentaires faits pendant et après la Conférence par certains dirigeants sont des témoignages intéressants sur les réserves du capitalisme.

Le Ministre britannique des Affaires Etrangères, Lord Carrington, expliquait les raisons de la nécessité de l’aide à accorder, en trois points: le 1er, (un de ceux qui apparaissent dans le Rapport Brandt) est qu’il faut aider ces pays car *le monde est un seul monde*. Le deuxième, que “c’est une nécessité morale”. Le troisième, en appuyant autant que sur le premier point, et que “*c’était aussi une aide pour nous-mêmes*”. Il en parlait de façon très réaliste. Il disait que cette aide est nécessaire à la lutte contre l’inflation et le chômage.

Mitterrand a dit aussi: “L’aide au tiers-monde bénéficie aussi aux pays industrialisés, créant une demande pour leurs

marchandises”. Oui, ils parlent ouvertement.

Pour éviter une approche grossière trop répandue parmi tous les groupes de gauche en Turquie, nous devons faire une remarque: Oui, le monde en général et les pays capitalistes avancés, en particulier, ont besoin du socialisme. Oui, notre époque est celle de la transition du capitalisme au socialisme. Mais cela ne veut pas dire que la fin du capitalisme, de l'impérialisme, est, *aujourd'hui*, arrivée.

Chaque système entre, à certaines périodes, dans un gouleau d'étranglement. Si on ne résoud pas, par une voie révolutionnaire et de manière consciente, les gouleaux d'étranglement dans lesquels le capitalisme se trouve à certaines périodes, c'est, objectivement, d'une façon ou d'une autre, abandonner le système à son propre développement. Il n'y a pas de système qui s'autodétruit sans avoir utilisé toutes ses possibilités.

La signification de la Conférence de Cancun est ici. Le nom du Rapport Brandt “Programme de survie”, le dit par lui-même. Cette conférence avait pour but la survie du capitalisme mondial. Mais, en même temps, elle confirme que toutes les possibilités ne sont pas épuisées. Le fait d'avoir pu réunir une conférence pour la survie montre que *la capitalisme possède une réserve importante qui lui permettra de survivre*. Livré à lui-même, le capitalisme a encore des réserves extensives qu'il peut utiliser pour se développer et survivre.

Nous devons éviter toute formule de simplification, de vulgarisation, d'approche schématique et grossière. C'est un des maux dont souffrent le plus les révolutionnaires de Turquie: “ça se détruit, c'est détruit...”. Il est faux de considérer cette tendance et cette vérité historique comme quelque chose d'achevé. Cette attitude révolutionnaire schématique n'a d'autre résultat que d'éloigner le travailleur du socialisme.

## V. Nous devons saisir les opportunités

Si on ne se sert pas, de manière révolutionnaire des possibilités qui peuvent souvent apparaître dans certaines parties du système impérialiste mondial, la voie à suivre sera certainement celle d'utiliser ces réserves. Reagan peut s'en aller, Meagan venir, en fin de compte, l'aboutissement sera le même car les nécessités économiques, en dernière analyse, vont s'imposer aux esprits.

Naturellement, cela ne sauvera pas pour toujours le capitalisme. Une nouvelle période de développement commencera, une ère nouvelle du capitalisme se développera, dont l'existence sera prolongée, mais la contradiction de base ne sera pas résolue. Elle sera seulement temporairement reportée. Elle reviendra à un stade supérieur dans un rapport nouveau. Du temps aura été perdu du point de vue du développement historique conscient et du bien-être humain mais à la fin, la révolution et le communisme seront victorieux.

La fin du système impérialiste n'est pas encore venue mais des composantes peuvent en être détachées par l'utilisation à bon escient des opportunités qui se présentent ici et là et pendant les crises que le système traverse régulièrement. Cela aura deux résultats importants.

1. Raccourcissant la période de survie de l'impérialisme, un

développement dénué d'exploitation et de brutalité viendra plus vite.

2. Et tout aussi important, cela éloignera le monde socialiste et l'humanité d'une dangereuse éventualité, qui est double: Il y a d'abord la possibilité de guerre mondiale et ensuite, celle de liquidation et de désintégration du système socialiste mondial, de l'intérieur. Ces deux possibilités sont intimement liées.

Parlons maintenant du second danger. Tant que le système socialiste mondial n'est pas nourri par des révolutions dans d'autres pays, il faudra une longue période historique avant qu'il ne surpasse le capitalisme par lui-même. Ce n'est pas une question de deux ou trois plans quinquennaux et cela ne relève pas d'une quelconque faiblesse du socialisme mais du sous-développement historique des pays socialistes eux-mêmes. Parce qu'ils ne peuvent assurer à leur peuple les avantages en bien-être des pays capitalistes développés et tant qu'ils n'en seront pas capables, le socialisme court un danger de liquidation.

L'intégration de la Chine dont nous avons parlé plus haut se rattache à ce point. Son intégration complète avec le capitalisme peut signifier la liquidation du système socialiste sans recours à la guerre. Une telle situation retournerait complètement le rapport des forces mondiales. Lénine avait l'habitude de dire que la Chine, unie à l'U.R.S.S., changerait la face du monde. Le contraire est aussi vrai. Peut-être que cela ne changerait pas l'époque mais, en tout cas, retarderait le développement de quelques centaines d'années.

Si le processus révolutionnaire mondial n'est pas nourri par de nouvelles révolutions, la guerre mondiale est un véritable danger que personne ne doit sous-estimer.

Comment, arracher certaines composantes, préviendrait ce danger? Le fait qu'il n'y ait pas eu de guerre mondiale depuis longtemps, est dû à l'existence d'états ouvriers. Le système socialiste mondial contraint la bourgeoisie à résoudre ses contradictions internes par des moyens différents.

Nous avons récemment vu un exemple concret dans une interview à la télévision (B.B.C.) d'un homme d'affaires



japonais. En ce qui concerne les barrières douanières contre les marchandises japonaises, l'homme d'affaires nippon disait: "Vous savez que les guerres mondiales étaient déclarées à cause de ces barrières douanières qui sont en infraction avec le principe énonçant que quiconque peut, s'il le désire, vendre ses produits où il le veut. C'est une route très dangereuse conduisant à la guerre." Mais parce que ces deux pays sont face à l'Union Soviétique, ils sont obligés de considérer cette contradiction comme secondaire. L'homme d'affaires japonais le disait très clairement.

Néanmoins le rapport de forces contre la guerre que le système socialiste a été capable de construire, est très précaire compte-tenu de la résistance de l'impérialisme. La seule et véritable garantie capable de prévenir la guerre est de changer le rapport des forces en faveur du socialisme, nourrissant le système socialiste mondial de nouvelles révolutions.

Il est non seulement nécessaire mais possible de détacher des composantes du système impérialiste. La bourgeoisie, de par sa nature, est égoïste. Ces définitions ne sont pas subjectives, psychologiques, mais sont une réalité objective découlant directement de la propriété privée des moyens de production. La bourgeoisie n'est pas prête à sacrifier ses intérêts immédiats pour ceux à long terme. Pourtant, elle voit bien la nécessité d'un tel sacrifice. Mais chacun essaie de mettre ce poids sur le dos de l'autre, aucun héros pour s'en charger. En outre, il y a des problèmes très importants au sein des pays avancés. Même si la bourgeoisie sent ce qu'il faut faire, et qu'elle le souhaite sincèrement, les problèmes ne trouvent pas si facilement de solutions. Il est très difficile de disposer des sommes d'argent nécessaires, les résultats de la Conférence le prouvent bien. Le nom "Noeud de vipère" convient parfaitement. Ces pays se sont égratignés et sont repartis.

Supposons, un instant, qu'ils se soient entendus, qu'ils aient convaincu Reagan et qu'ils aient commencé à faire construire l'infrastructure demandée par les pays pauvres. Une telle entreprise n'aurait pu avoir de résultats que bien des années plus tard. La construction d'un port demande cinq ou six années. Il ne

s'agit pas de la seule construction, encore faut-il l'intégrer dans l'économie. Il faut également des voies ferrées, tout cela prend du temps. Et sur un système reposant sur la "propriété privée", des entreprises vont se créer, le commerce va entrer en jeu, des ouvriers vont travailler, être payés, la puissance d'importation va se développer et, en définitive, les produits des usines européennes vont être achetés. Ceci demande un long processus. Mais les problèmes des pays pauvres sont urgents et nécessitent une solution immédiate. Ainsi, même si tout-le-monde était d'accord, même si les fonds nécessaires étaient trouvés, cela n'empêcherait pas les pays sous-développés d'être prêts à exploser.

Supposons, à nouveau, que l'aide demandée par les pays sous-développés soit accordée. Dans ce cas, les résultats n'apparaîtront peut-être que dans vingt ans alors que, dans les pays qui accordent cette aide, les problèmes se feront sentir tout de suite. Cette aide proviendra directement de ce que la bourgeoisie prendra à sa propre classe ouvrière. Dans chaque pays capitaliste avancé, chaque fois qu'une aide sera accordée, la lutte des classes va s'intensifier. C'est un des résultats qui apparaîtra tout-de-suite. (Un autre point important est le fait que la classe ouvrière de ces pays capitalistes avancés s'opposera constamment à cette aide. Les partis communistes sont obligés de mener une lutte idéologique contre cette opposition.)

Non seulement, cette aide ne résoudra pas les problèmes des pays sous-développés prêts à exploser, mais elle déclenchera des problèmes immédiats dans les pays fournisseurs de l'aide. C'est dans cette perspective qu'il y a possibilité de détacher des composantes de l'impérialisme.

Si cela ne s'accomplit pas par des révolutions, la voie que suivra l'impérialisme, qu'il le veuille ou non, sera d'approfondir encore plus le marché mondial, donc de rapprocher plus encore le communisme. Un regard sur ces trente dernières années ainsi que sur la réunion d'une conférence telle que celle de Cancun, montre bien la direction prise par ces pays, même s'ils ne le veulent pas. D'une part, leurs possibilités se rétrécissent, de l'autre, la tendance des pays sous-développés s'accroît vers le

socialisme et après avoir résisté longtemps aux demandes du Sud, aujourd'hui, plusieurs pays impérialistes participant à la conférence, donnent raison aux pays sous-développés demandeurs d'une aide. Mais les impérialistes ne deviennent pas de "bons samaritains", mais se rendent bien compte d'une nécessité économique. Le monde veut se développer et le communisme se rapproche de plus en plus.

C'est la direction que prendra l'histoire. La tâche des forces révolutionnaires est de transformer cette direction sans harnais en une direction consciente.